



# La Lettre de l'AFASPA

Juin/Juillet 2023

Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique  
13 rue Pierre et Marie Curie 93170 BAGNOLET

## LES BALLEES DU 14 JUILLET 1953



*Cortège du MTLD au défilé du 14 juillet 1953 à Paris*

On a oublié qu'en 1935, les forces progressistes françaises, syndicales, associatives et politiques ont initié des défilés dans les rues le 14 juillet en l'honneur de la Révolution française et pour défendre ses idéaux qui étaient régulièrement attaqués notamment par les Ligues d'extrême droite. Ces défilés ont été très importants pendant le Front populaire et évidemment interrompus par le gouvernement de Vichy pendant l'occupation nazie.

Les défilés ont repris après la guerre. En 1953, alors qu'à Paris la foule se disperse, place de La Nation la police charge un cortège de participants mobilisés par le MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques en Algérie). Six Algériens et un Français sont tués, plus de quarante personnes sont blessées par balles. À la suite de ce massacre d'État, jamais reconnu, le gouvernement français a interdit ces manifestations du 14 juillet.

Le cinéaste Daniel Kupferstein, qui a consacré trois films à la guerre d'Algérie, a donné la parole aux témoins et aux acteurs, policiers compris, dans « Les balles du 14 juillet 1953 ». Analyses d'historiens, étude de la presse de l'époque et des archives mettent en perspective les témoignages. Cette enquête fournit tous les éléments permettant de reconstituer l'événement, mais aussi de comprendre comment il est tombé dans l'oubli.

Compte tenu des dangers de la résurgence de l'idéologie néofasciste dans divers modes d'information qui se traduit en actes notamment par des dérives de l'intervention policière et des mesures de restrictions de la liberté de manifestation par le gouvernement, un collectif d'organisations a lancé un appel pour reprendre ces défilés populaires de défense des valeurs républicaines, exprimées par la devise « Liberté-Égalité-Fraternité », valeurs aujourd'hui bafouées.

Premiers signataires : Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui – Algeria Democracy – ACDA (Association pour le Changement et la Démocratie en Algérie) – Association culturelle Les Oranges – Association des Ami.e.s de Maurice Rajsfus – Association Histoire coloniale et postcoloniale – Association Josette et Maurice Audin – ATTAC-France – Collectif 17 Octobre 1961, Vérité et Justice – Confédération général du travail – Ensemble ! – Fédération nationale de la Libre Pensée – Institut Tribune Socialiste (Histoire et actualité des idées du PSU) – L'Humanité – Les Amis de Max Marchand, de Mouloud Feraoun et de leurs Compagnons – Les Amis du Monde diplomatique – Ligue des Droits de l'Homme, fédération de Paris – Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples – Parti Communiste Français, fédération de Paris – QG décolonial – Réseau féministe « Ruptures » – Union syndicale Solidaires, Paris.

L'AFASPA joint sa signature à cet appel.

## DECOLONISONS

### Le roi des Pays-Bas « demande pardon » pour l'esclavage

C'est 150 ans après l'abolition de l'esclavage dans les anciennes colonies néerlandaises, que Willem-Alexander, roi des Pays-Bas a présenté ses excuses officielles pour la traite devant des descendants d'esclaves réunis à l'occasion de la commémoration des commémorations annuelles de l'affranchissement à l'Oosterterpark d'Amsterdam. «*Les rois de la maison d'Orange n'ont rien fait pour l'empêcher. Aujourd'hui je demande pardon pour cette inaction*» a déclaré le monarque.

En décembre 2022 le gouvernement avait présenté ses excuses officielles pour le crime contre l'humanité qui a participé au «siècle d'or» et donc au développement marchand et financier des Pays-Bas. L'abolition, qui entraîna des réparations aux propriétaires, fut également profitable pour l'essor du capitalisme néerlandais. Selon un rapport remis au ministère de l'intérieur en juin, les colonies ont en outre rapporté l'équivalent de 545 millions d'euros à la famille royale entre 1675 et 1770.

Lina Sankari – l'Humanité 3.7.2023

### ATTENTION DANGER ! Les grandes manœuvres de l'OTAN au Maroc

Pour son exercice militaire « African Lions », l'OTAN a engagé 6000 soldats de 18 pays dans sa plus importante manœuvre sur le continent africain qui s'est déroulé pour la 19ème fois au Maroc du 5 au 16 juin 2023.

Cette démonstration de « gros bras armés » n'est pas anodine et s'inscrit dans cette pratique de l'alliance atlantique qui tourne le dos à la recherche d'apaisement des tensions et des guerres tant en Afrique que par le monde : les relations entre le Maroc et l'Algérie sont rompues et la guerre a repris avec l'armée populaire sahraouie

depuis la rupture du cessez-le-feu par la puissance occupante du Sahara occidental.

Dans son édition du 15 juin L'Opinion annonce que «*dans le cadre du grand exercice tactique, les Forces Armées Royales et l'US Army s'entraînent à mener la guerre-éclair par une opération de grande envergure à Cap Draâ*[1].»

Les autorités marocaines, fortes de ce soutien militaire, ne sont pas à un mensonge près. Elles ont annoncé qu'une partie de l'exercice se déroulerait à Mahbès, dans la partie occupée au Sahara occidental. Elles ont été démenties par le gouvernement des Etats unis qui a précisé que les manœuvres seront clôturées dans la région de Tan Tan, au sud du Maroc.

De plus, selon les informations

diffusées par la presse étasunienne, et pour la première fois dans l'histoire, l'armée israélienne participera activement à ces manœuvres militaires.

La Coordination européenne de solidarité avec le peuple sahraoui dans un communiqué appelle «*la communauté internationale à arrêter ce genre de manœuvres dangereuses, qui violent les droits des peuples de la région et peuvent provoquer un nouveau conflit régional. C'est à la paix et au respect des droits des peuples sahraoui et palestinien à leur indépendance que doivent œuvrer nos pays et l'ONU et non à des préparatifs de guerre avec l'OTAN.*»

-----  
[1] Au nord de Tan Tan

## ECHOS D'AFRIQUE

### KENYA

L'opposant Raila Odinga avait appelé le 12 juillet ses partisans à protester une fois de plus contre de nouvelles taxes inscrites au budget et la politique du président Ruto qui a conduit à une inflation de plus de 8% sur un an. Les rassemblements avaient été interdits et déclarés « illégaux ». Après les six manifestants tués le 7 juillet lors de manifestations interdites, ce sont neuf autres victimes des forces de police qui sont mortes le 12 juillet à Mlolongo dans la périphérie de Nairobi lors d'affrontements entre les jeunes et les forces de police

selon des sources policières citées par l'AFP. 300 personnes ont été arrêtées.



Par crainte d'attaques contre les leaders de son mouvement, Raila Odinga, avait renoncé au rassemblement prévu, après que des militants qui installaient le meeting dans la matinée aient été attaqués, par des tirs de gaz lacrymogène en vue de les disperser.

Selon Florence Morice de RFI, « *le vétéran de la politique kényane a finalement donné une conférence de presse durant laquelle il a redit la grande « fatigue » des Kényans face à leurs conditions de vie et a accusé la police d'avoir « tiré, blessé et tué des manifestants* », notamment à Nairobi. (...) Des

manifestants ont été arrêtés pour avoir participé à un exercice pourtant garanti par notre constitution. Je l'ai toujours dit, ces rassemblements sont pacifiques jusqu'à ce que la police décide de les disperser à coups de balles et de gaz lacrymogènes ».

Quant à lui, le ministre de l'Intérieur Kithure Kindiki, regrette que dans la ville portuaire de Monbassa « *des vies ont été perdues, des dizaines d'agents de la force publique et des civils ont été grièvement blessés et des pertes inimaginables pour l'économie du pays ont été occasionnées* », dénonçant « la violence généralisée » et « les pillages » il a prévenu : « *Cette culture de l'impunité va prendre fin* ».

## LIBYE

**Le gouvernement de Tripoli reconnu par l'ONU a édicté un décret rétractant les droits des femmes.**

Elles devront désormais être accompagnées d'un homme pour voyager ainsi que pour remplir un formulaire détaillé précisant les raisons de leur déplacement. Celles qui refuseraient se verraient refuser la sortie du territoire.

Neuf experts de l'ONU, nommés

par le Conseil des droits de l'homme, dont des membres du groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles et la rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes et les filles ont condamné cette décision politique dans un communiqué. *"Non seulement cette politique est discriminatoire, mais elle restreint la liberté de mouvement des femmes et des filles, y compris celle des étudiantes qui quittent le*

*pays pour aller étudier à l'étranger. Nous sommes particulièrement préoccupés de l'impact négatif de cette procédure discriminatoire sur les droits fondamentaux et les libertés des femmes et des filles".*

Ces experts qui s'exprimaient en leur nom, se sont aussi ému d'informations selon lesquelles l'Agence de sécurité intérieure libyenne (ISA) intimide les défenseurs des droits de l'homme qui ont critiqué cette mesure.

## ALGÉRIE

**Lanceur d'alerte indésirable.**



Dans la rubrique « L'homme du jour » de l'Humanité du 19 juillet, Rosa Moussaoui signale la situation de Kamel Aïssat, professeur de biologie à l'université de Batna a été placé sous contrôle judiciaire le 16 juillet pour son engagement, avec d'autres chercheurs, en faveur d'une expertise indépendante sur un projet minier dans la vallée de la Soummam, zone humide protégée par la convention Ramsar que l'Algérie a ratifiée en 1984.

Le projet concerne l'exploitation d'une mine de zinc et de plomb par la multinationale Terramin entreprise australo-algérienne créée en 2006, dont l'Algérie détient 51% des parts.

La région est densément peuplée et la nappe phréatique vitale, d'importance nationale. Cette zone offre un

habitat viable pour des espèces protégées comme la loutre européenne. L'embouchure de la Soummam concentre 36% de la biodiversité des poissons d'eau douce de l'Algérie. Or la loi minière interdit toute activité minière sur des sites protégés.

Ce sont les habitants de la région qui ont sollicité des experts, dont ce scientifique, qui ne demandait qu'à faire entendre son expertise en tant que spécialiste de biologie dans le développement durable.

Une audience devrait décider de son placement ou non sous mandat de dépôt.



## NIGER

### Les généraux de retour au pouvoir



C'est donc le chef de la garde présidentielle, le général Tchiani, qui a pris le 28 juillet la tête du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie ( CNSP), auquel participent, outre des membres de l'armée de l'air et de la garde présidentielle, des gradés de l'armée de terre, de la garde nationale, de la gendarmerie, de la police et des sapeurs-pompiers. On reste dans la longue tradition militaire nigérienne des coups d'Etat militaires. D'ailleurs les putschistes ont reçu un soutien important des forces armées qui ont publié le 27 juillet un communiqué du commandement allant dans leur sens.

Il semble donc que ce ne soit pas « la souveraineté du peuple » ni "la sauvegarde des richesses naturelles du pays" de l'appétit des prédateurs qui soient à l'origine de ce changement aux manettes du pays. La motivation affichée dans la déclaration du 26 juillet étant « la dégradation continue de la situation sécuritaire, la mauvaise gouvernance économique et sociale ». Une partie de l'opposition aurait apporté son soutien au CNPS dont on ne connaît pas encore la composition. Dans la vidéo les spécialistes pouvaient reconnaître des fils de notables du temps du parti unique, le général Toumba, fils de l'ancien chef d'Etat-major d'Ali Seybou, Moussa

Salaou Barnou, dont le père était membre du MSND, ancien parti unique. Rien de bien nouveau ni révolutionnaire.

Joint par RFI le 29 juillet, Oumar Moussa, directeur adjoint du cabinet du président Mohamed Bazoum, indiquait que rien n'est joué, et que des tractations sont toujours en cours.

Le 30 juillet la CEDEAO annonce des sanctions contre la junte et brandit la menace d'une intervention militaire au Niger, la pire des options aux risques incommensurables pour les populations civiles des 7 pays voisins du Niger et pour les Nigériens eux-mêmes !

#### Solidarité militaire ?

Les gouvernements malien et burkinabé, ont exprimé «*leur solidarité fraternelle au peuple frère du Niger qui a décidé en toute responsabilité de prendre son destin en main et d'assumer devant l'histoire la plénitude de sa souveraineté*».

Mahamat Idriss Déby, président de la transition au Tchad (adoubé par la France à la mort de son père sur le champ de bataille), a rencontré le 30 juillet, le président Mohamed Bazoum, toujours retenu au palais présidentiel, après avoir été invité au sommet extraordinaire des chefs d'Etat de la Cédéao, dont son pays ne fait pas partie. Il était en mission de « bons offices » pour une solution à la crise.

#### Présence militaire occidentale au Niger

Depuis que le Mali et le Burkina Faso ont demandé à la France de quitter leurs pays, son dispositif militaire se trouve désormais ramené au Niger. Alors qu'auparavant le pays servait essentiellement de base de transit

pour les opérations au Mali, il accueille désormais le cœur du dispositif militaire français, sur la base aérienne projetée (BAP) de Niamey, où sont déployés en permanence cinq drones Reaper et au moins trois avions de chasse Mirage.

Mais la France n'est pas seule sur le terrain. Les Etats unis sont aussi implantés chez cet allié stratégique depuis de nombreuses années. Ils ont fait du Niger leur « tête de pont en Afrique » avec un effectif de 800 soldats américains sur les 6000 déployés en Afrique. En 2018 le New York Times révélait l'existence d'une base militaire à Dirkou dans la région d'Agadez. L'entente militaire signée en 2015 entre les deux pays a pour but « *la sécurité et la bonne gouvernance* » et implique un engagement mutuel « *à travailler ensemble sur la lutte contre le terrorisme* », précise-t-elle. Cette relation semble être du donnant-donnant. Pour accueillir la base de drones américaine, le Niger a reçu en 2019 un bâtiment d'une valeur de 16,5 millions de dollars pour aider les systèmes de communication du Niger.

Le bras de fer qui s'installe entre le CNSP et les deux pays membres éminents de l'OTAN, avec ou sans le concours de la CDEAO, nous instruira sur la nature exacte de la junte qui a pris le pouvoir et de sa capacité à résister aux *arguments* des armées occidentales.



Un avion de l'US Air Force à Diffa, lors d'un exercice militaire conjoint en mars 2014

## MADAGASCAR

Le néo-libéralisme à la mode Rajoelina bute sur la résistance des planteurs de vanille

Depuis le début de la nouvelle campagne en cours, mi-novembre, Madagascar a exporté presque dix fois moins de vanille que l'année dernière à la même période. La Grande Île ne manque pas de gousse, ce sont les acheteurs qui font défaut. Chez les producteurs, la vanille s'accumule, tout comme chez les intermédiaires, dits collecteurs. Une situation qui s'explique par des exportations qui tournent au ralenti : 150 tonnes ont été exportées contre plus de 1 000 l'année dernière.



### Les données de la crise

En fait, les acheteurs sont réticents à payer le prix, fruit de longues concertations et fixé par les autorités à 250 dollars le kilo. Un prix beaucoup plus élevé que celui pratiqué par d'autres pays producteurs, un prix censé permettre une juste rémunération à tous les étages de la chaîne de valeur : ce prix officiel est en vigueur depuis déjà deux campagnes, mais faute de contrôle suffisant, plus de la moitié des gousses, 80% selon certaines sources, auraient été vendues à un prix plus bas, à des prix pratiqués autour de 180 dollars le kilo, par exemple, via des tours de passe-passe financiers. Les autorités ont aussi décidé d'être plus regardantes. Résultat : les commandes ont chuté, notamment de la part des Américains qui achètent 70% de la vanille malgache. Chaque partie semble jouer la montre, espérant voir l'autre céder. Les stocks des acheteurs devraient fondre bientôt et les obligeront à repasser aux achats, espère-t-on, côté planteurs malgaches. Un blocage trop long pourrait détourner certains importateurs vers la vanille ougandaise, dont le profil aromatique se rapproche de la gousse malgache. Mais aussi et surtout faire la part belle à la vanille artificielle, qui représente déjà 99% de la vanille consommée dans le monde. Durant les concertations qui ont suivi entre les acteurs de la filière, trois groupes se sont nettement dessinés : ceux qui sont pour la libéralisation totale des prix, ceux qui souhaitent une baisse du prix plancher et ceux, apparemment majoritaires, qui prônent le maintien du prix de

250 \$ le kilo. Pour ceux qui y croient, la reconquête de la confiance des acheteurs internationaux doit passer par un assainissement sans complaisance de la filière, quitte à retirer bon nombre d'agréments.

«*Il y a quand même une crise d'achat local, mais il y a aussi une crise d'achat sur le plan international*», assène le ministre malgache de l'Industrie et du Commerce. Le prix fixé à 250 dollars le kilogramme par le gouvernement, en accord avec le comité national de la vanille, ne bougerait pas. En revanche, il pourrait être demandé aux acheteurs internationaux de se regrouper en consortium pour acheter la vanille. Une attribution d'agréments et une obligation d'annoncer les objectifs d'achat sont d'autres pistes envisagées.

Jeudi 13 avril dernier donc, le président Rajoelina s'est rendu à Sambava, dans la région SAVA qui produit 80 % de la vanille malgache, pour discuter avec les acteurs de la filière et opter pour une solution qui mettrait fin aux problèmes de mévente de l'épice. Le président malgache, entouré d'une importante délégation d'élus, a annoncé plusieurs décisions, qui ont, à première vue, réjoui l'assemblée venue en masse assister à un show savamment préparé. «*Nous avons, grâce à vous fait le choix de prendre deux-trois ou quatre décisions : facilitation de l'obtention des agréments, libéralisation des exportations, simplification des procédures d'export, maintien d'un prix aux planteurs*» : ce qui a réjoui la population locale... car à Sambava, par exemple, les ventes de l'épice influent directement sur leur niveau de vie des habitants et tous là attendaient une proposition de changement pour tenter d'enrayer la crise.

Seulement, cette annonce est loin de faire l'unanimité, surtout parmi plusieurs planteurs et exportateurs, parmi les plus gros de la filière. Mais, d'autre part, le 19 avril à Ambanja, dans le nord-ouest de l'Île, l'Assemblée Générale (AG) de la plus grosse fédération de planteurs de vanille de Madagascar a exprimé l'inquiétude des cultivateurs de vanille : la libéralisation de la filière, annoncée le 13 avril par le chef de l'État, a causé remous et interrogations, notamment chez les planteurs, premiers acteurs de la chaîne de valeur... Les planteurs ont fini par mettre le président face à ses contradictions : «*Il a imposé lui-même, en 2020, que le prix de vente de la vanille verte serait de 75 000 ariary le kilo [1 euro vaut actuellement 4 800 ariary, Ndlr]. Pour les planteurs, cette situation était profitable pour tous les acteurs de la filière, or il y a des groupes de personnes qui boudent, qui ont des tonnes et des tonnes*

de vanille dans leurs entrepôts et c'est à cause de cette situation que l'État fait machine arrière...  
 On craint que le gouvernement se soit laissé influencer par certains exportateurs qui se moquent complètement de savoir si nous pourrions survivre à une telle décision. Parce que si la libéralisation sauvage est mise en place, les exportateurs seront capables de nous imposer l'achat de la vanille à 5 000 ariary [1,04 euro, Ndlr]. Et ça, ça peut provoquer le décès des planteurs. »



Chez les planteurs, l'épisode de la dernière libéralisation, en 2003, a laissé un goût amer. Les prix se sont envolés pour atteindre 500 000 ariary le kilo de verte, jusqu'au crack, l'année d'après, où son prix n'a pas dépassé les 5 000 ariary le kilo. C'est justement pour stopper cette fluctuation imprévisible qu'avait été instauré le prix plancher en 2020.

En revanche, les producteurs de vanille affirment être satisfaits de l'une des annonces du président : « On est contents que le président ait décidé d'alléger les règles pour l'obtention des agréments d'export. C'est une

concurrence saine. [1] Mais par rapport au prix, on préfère vraiment qu'il soit imposé, plutôt que ce soit le bazar ».

Le 24 avril, une réunion entre le chef de l'État et les exportateurs a débattu des conditions de libéralisation de la filière. Elle devrait être suivie par un autre débat, d'ici la fin de semaine, avec les importateurs internationaux cette fois. Une grande première. À suivre...

--

[1] Environ 80 agréments ont été délivrés cette année. Deux cents demandes ont été déboutées par le ministère de

## MAROC

Le Maroc figure parmi les pays endettés d'Afrique avec une dette extérieure estimée par la Banque mondiale à 65,41 milliards de dollars en 2021. Il a été durement touché par les répercussions de la crise ukrainienne sur les prix de l'énergie et la sécheresse historique a affaibli le secteur agricole, l'un des piliers de son économie.

Pour faire face à une situation financière difficile, le FMI a accepté d'octroyer en avril 2023 un prêt de 5 milliards de dollars au royaume chérifien. C'est la quatrième fois que l'institution de Bretton Woods vole à son secours depuis 2021, avec déjà trois prêts de 3 milliards de dollars chacun.

Cette manne financière n'ira pas vers la satisfaction des revendications populaires pour juguler l'inflation et l'augmentation des prix de l'alimentation. Non, il y a d'autres priorités liées à l'actualité de « la

cause nationale », premier sujet de préoccupation du souverain.

### Partenariat renforcé avec Israël

La normalisation du Maroc avec Israël de décembre 2020, a permis de relancer la collaboration dans le domaine militaire et de la surveillance qui avait connu ses heures de gloire dans la construction du mur de défense qui balafre le désert sahraoui sur 2700 km du nord-est au sud-ouest du pays. En 2021 après la visite du général de division Tomer Bar, venu pour officiellement "renforcer la coopération entre les deux armées", c'est le ministre de la défense Benny Gantz qui est reçu à Rabat ainsi que et le chef de la police Israélienne Yaakov Shabtai, pour des raisons similaires.

Après l'achat de 36 camions d'artillerie français sol-sol et de 36 lance-roquette chinois, le Maroc poursuit ses emplettes militaires auprès d'Israël pour y acheter le lance-roquettes PULS qui peut

atteindre une cible à 300 kilomètres. Outre les achats pour son système d'artillerie de haute technologie, le Maroc a passé commande de 150 drones tactiques et polyvalents afin de constituer une flotte puissante d'aéronefs sans pilote. Une usine va être implantée au Maroc pour leur fabrication. De quoi renforcer la surveillance des faits, gestes des populations marocaines et sahraouies et leurs manifestations qui se multiplient.

La collaboration ne serait pas complète si Israël n'accompagnait pas la livraison de matériel de guerre sans le fameux « savoir-faire » répressif de son armée. Cet été l'Etat hébreu a nommé un attaché militaire au Maroc. Une première qui implique désormais la présence d'un commandement israélien permanent sur le sol marocain. Une collaboration de "maintien de l'ordre" qui devrait « parfaire » l'appareil répressif marocain.

<p><b>La bonne complicité entre gremlin et coquin</b></p> <p>Le deal entre les deux Etats colonisateurs comprenait aussi de la part d'Israël (expert en infraction du droit international et des conventions de Genève) qu'il décrète à son tour des droits au Maroc sur le Sahara occidental. C'est chose faite. Si le roi se targue d'une lettre qu'il attendait depuis deux ans, celle-ci n'est pas du goût de certains progressistes marocains (qui estiment qu'il y a une différence entre la situation de la Palestine et celle du Sahara occidental) et qui craignent que les Palestiniens soient lâchés par M6. (Mais n'est-ce pas déjà bien engagé?).</p>	<p>Le partenariat entre ces deux Etats experts en flicage et en désinformation, est renforcé par l'installation de deux bureaux de Team Jorge[1], officine d'activités de déstabilisation israélienne dans la région. Ces bureaux sont spécialisés dans la collecte d'informations et la diffusion de diffamations et de fausses informations «<i>Team Jorge est comme un cancer, une métastase affreuse qui a pénétré le corps marocain, l'état policier fait désormais un, avec cette officine de surveillance et de propagande criminelle. Malade, le Makhzen finira par tomber et il n'est pas incertain qu'il n'entraîne pas dans sa chute certains alliés qui se disent irréprochables et se pensent</i></p>	<p><i>intouchables</i>» conclut le site <a href="http://www.alwakai3e.info">www.alwakai3e.info</a> son article sur «<i>Révélation sur la succursale de « Team Jorge » au Maroc et la persécution transfrontalière du couple Filali</i>».</p> <p>Sur le plan économique, les relations entre le Maroc et Israël sont encore limitées et asymétriques. On est très loin du vœu de quadrupler le volume des échanges entre Rabat et Tel Aviv.</p> <p>-----</p> <p>[1] Team Jorge est au centre du scandale révélé par la cellule investigation de Radio France et le Monde, en collaboration avec le consortium Forbidden Stories, sur la rémunération du journaliste Rachif</p>
--	--	---

## SAHARA OCCIDENTAL

### Colonisation marocaine «*Pour vivre heureux, vivons cachés*».

Alors que le mandat principal de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara Occidental (MINURSO) est la mise en œuvre d'un droit des peuples fondamental, celui de l'autodétermination, est la seule opération de maintien de la paix de l'ONU pour laquelle le Royaume du Maroc a constamment refusé l'inclusion dans la Mission d'une composante «*droits de l'homme*». Et pour cause !

Dans son dernier rapport au Conseil de sécurité, le Secrétaire général de l'ONU regrette qu'*«Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) n'ait pas été en mesure d'effectuer des visites au Sahara occidental pour la septième année consécutive en dépit de multiples demandes et bien que le Conseil de sécurité, dans sa résolution 2602 (2021), ait fortement encouragé une coopération renforcée»*.

Dans la même veine, l'Envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies, M. de Mistura, s'est vu refuser l'accès au Sahara occidental par la puissance occupante, alors qu'il a déjà visité les camps de réfugiés sahraouis en Algérie.

### Le Front Polisario met l'Espagne au pied du mur

L'accord de pêche entre l'UE et le Maroc est venu à

terme le 17 juillet et le nouvel accord portant sur les eaux sahraouies a été annulé par le Tribunal de l'Union européenne. En conséquence les bateaux des pays de l'UE n'auront plus accès aux eaux poissonneuses du Sahara occidental et de ce fait le Maroc ne recevra plus des fonds européens que sa colonisation illégale lui rapporte.

*«Dans une volonté d'apaisement, le Front Polisario s'est déclaré prêt à délivrer des autorisations directes pour proposer une solution transitoire aux pêcheurs espagnols et européens, et à leurs familles devenues otages des fautes commises par leurs dirigeants. (...) La balle est désormais dans le camp des autorités européennes, et en particulier espagnoles, dont la flotte est la première concernée par la cessation des activités de pêche.»* a déclaré Oubi Bouchraïa, diplomate sahraoui chargé du dossier de la procédure devant la Cour de Justice européenne.

L'intégralité du Communiqué du Front Polisario en date du 25 juillet 2023 qui développe sur les aspects historiques et juridiques de ce dossier, est à retrouver sur le site [www.AFASPA.com](http://www.AFASPA.com)

### Tentative d'assassinat d'un militant à Dakhla

Alors qu'il rentrait chez lui dans la nuit du 17 juin, le défenseur des droits de l'homme Rachid Sgheyer, membre de l'organisation Front Line Defenders, a été agressé par trois hommes qui l'ont grièvement blessé avec des couteaux et une machette, causant des lésions sur différentes parties du corps et des blessures graves

au visage et à la main. L'un des agresseurs le surveillait depuis plusieurs jours. Il a été transporté à l'hôpital d'El Ayoun où un certificat médical d'incapacité de 120 jours a été établi. Le Makhzen le surveille en permanence depuis qu'il a donné une interview à la BBC en avril 2009 et qu'il a participé, cinq mois plus tard, au premier groupe de 6 hommes et 1 femme, qui s'est rendu dans les campements sahraouis en Algérie à l'invitation de l'AFAPREDESA. Les sept militants furent arrêtés à leur retour au Maroc et emprisonnés de longs mois avant d'être libérés après la grève de la faim des hommes de 41 jours. Rachid a confié son récit de vie en faveur des droits de l'homme et de l'autodétermination du peuple sahraoui à dans le livre *Irréductibles sahraouies, femmes et hommes en résistance* de Michèle Decaster. (p.256/263)



Les « Sept de Casa » à l'embarquement d'Alger pour leur retour à Casablanca le 6.10.2009

## HISTOIRE

### La Vénus Hottentote : un des symboles du racisme en Europe

Saartjie Baartman, de son vrai nom Sawtche serait née en 1789 (métissée San/Bochiman) dans l'actuelle Afrique du Sud, sous domination Boer. « Hottentot », en afrikaner « le bégaiement », c'est ainsi que les Afrikaners ont affublé le peuple Khoïkhoï, pour moquer les « clics »

caractéristiques des langues khoï. Elle fut réduite en esclavage dès sa plus tendre enfance avec ses frères et sœurs par des fermiers Boers. Vendue en 1807 au frère de son maître, Hendrick Caesar, elle part dans une ferme à proximité du Cap, asservie et aliénée par le tabac et l'eau de vie. Les symptômes morphologiques développés par la jeune fille, atteinte de stéatopygie et de macronymphie, en grandissant seront à l'origine de sa renommée et de son infortune.

En 1810, le maître emmène l'esclave en Angleterre sous la promesse de fortune et de liberté en contrepartie de l'exhibition de

son corps et de danses.



Sawtche sera exhibée dans les cabinets de curiosités en vogue à Londres. Déshabillée, regardée, raillée, caricaturée, touchée, elle inspire les pires railleries aux caricaturistes, chansonniers et journalistes de tout poil. Une bête de foire qui passe de cirques en bars et même en universités. La plainte déposée contre Caesar par l'association abolitionniste African Association, est déboutée par la Cour royale de justice sous prétexte que Saartjie Baartman est déclarée consentante. L'homme de main promène sa chose durant 4 ans, il la fait même baptiser en 1811.

Quand les britanniques s'en

lasseront, elle sera revendue en 1814 en France à Réaux, montreur d'ours et de singe dans le quartier contrebandier du Palais-Royal. Le tout-Paris colonial, ses gazettes et leurs chroniques mondaines, se presse au zoo humain, on joue le Vaudeville « La Vénus hottentote, ou Haine aux Françaises ». Saartjie est même transformée en objet sexuel, prostituée en soirée privées. Elle sera exposée nue au jardin botanique, posant pour des artistes peintres, sous l'observation d'anatomistes chevronnés de l'époque.

Sa mort, le 29 décembre 1815, ne mettra pas un terme au calvaire de la jeune femme de 26 ans. Sa dépouille est véritablement kidnappée pour le « progrès des connaissances humaines » par Georges Cuvier, professeur d'anatomie comparée au Muséum. Il effectue un moulage complet du cadavre, le découpe méthodiquement. Les organes génitaux et le cerveau seront conservés dans des bocaux de formol, le squelette sorti de son enveloppe. Quand il expose le



fruit de ses recherches devant le parterre de préjugés de l'Académie de médecine, Georges Cuvier déclare que « les races à crâne déprimé et comprimé sont condamnées à une éternelle infériorité ». Le racisme reçoit la bénédiction scientifique. La tâche sera rude pour les chercheurs qui s'attelleront à démontrer le contraire.

Les descendants des tribus

Hottentot (Khoï) et Bochimane (San), décimées par les Boers, sont peu nombreuses et dispersées entre la Namibie et le désert de Kalahari, mais leur revendication a été entendue et partagée par l'opinion publique de la Nation arc-en-ciel qui a demandé la restitution des restes de Saxe.

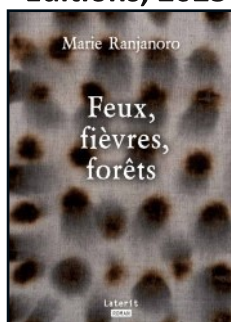
Deux siècles après l'exil forcé de la jeune fille, ils ont été remis à son peuple, malgré le refus initial

des autorités françaises et de leur monde scientifique, se retranchant derrière le prétexte de la réglementation des « biens du domaine public ». Nicolas About, sénateur centriste, s'est illustré dans cette bravade néocoloniale.

Le poison du racisme, instillé dans les sociétés des anciens empires coloniaux, en est encore imprégné, y compris dans leurs

## CULTURE

### FEUX, FIÈVRES, FORÊTS, de Marie Ranjanoro - Laterit Editions, 2023



Le 29 mars 1947, à Madagascar, une population voulait en finir avec le joug colonial à Madagascar. Une rébellion éclate contre les colons français. Elle dure 21 mois et entraîne des dizaines de milliers de morts. Selon les historiens, entre 10 000 et plus de 100 000 Malgaches périssent dans cette explosion de violence. Cette histoire malgache-française – longtemps tue à Madagascar, parce que source d'un traumatisme pour plusieurs générations (1), et jamais enseignée dans les écoles en France – est au cœur du roman *Feux, Fièvres, Forêts* de Marie Ranjanoro dont « le premier impératif [était] de soulever un silence sur un sujet tabou encore très présent à Madagascar. »

#### Un roman féministe et décolonial...

Il y a l'histoire d'Ivo et Voara, petites filles nées du fleuve et de la forêt et qui s'aiment plus qu'elles n'aiment la

nuite, le jour ou la vie. Il y a l'histoire de Pierre Gallois d'Haurousse, jeune lieutenant d'une armée française en plein cauchemar, « pacificateur » d'une île incendiée par l'insurrection de 1947. Il y a l'histoire d'Amoulyakar Sow, tiraillier sénégalais, ballotté de guerre en guerre, débarqué à Madagascar un matin d'avril pour un voyage sans retour. Enfin, il y a l'histoire de Telonono, l'insurgée aux trois seins, qu'on ne raconte qu'en chuchotant et qui a longtemps attendu son heure dans l'obscurité croupie des boîtes d'archives scellées.

Et toutes ces histoires, que le roman chante dans la tradition sacrée des conteurs malgaches, forment l'Histoire, celle des généraux Afo, Tazo et Hazo - le feu, la fièvre et la forêt - qui firent vaciller l'empire colonial français. « *Oui, nous avons fui, nous nous sommes terrés, cachés, comme des bêtes dans la forêt. Mais c'est eux qui ont eu peur* »...



\*Née en 1990 à Madagascar (étant donc de la quatrième génération

après 1947), Marie Ranjanoro, après des études secondaires à Antananarivo, est diplômée de l'IEP d'Aix-en-Provence où elle a soutenu un mémoire sur le mythe et les représentations du zombie dans le cinéma étasunien. En 2019, elle crée avec Hoby Ramamonjy le podcast *Basy Vavy* (2) qui fait entendre les voix des femmes malgaches. Après la publication de nouvelles dans plusieurs revues, *Feux, Fièvres, Forêts* publié le 23 mars 2023 est son premier roman.

--

(1) Un « trauma choisi » pour nombre de Malgaches comme usage d'une défaite, selon l'anthropologue américaine Jennifer Cole dans sa contribution à l'ouvrage *Madagascar 1947. La Tragédie oubliée, Actes du Colloque AFASPA / Université Paris VII Saint-Denis des 9, 10 et 11 octobre 1997* (Édité par *Le Temps des Cerises* en 1999 / Réédité par Laterit Éditions et *Mémoires de Madagascar* avec le soutien de l'AFASPA et du *Secours populaire français* en 2018)

(2) Collage de Basy = Fusil et Vavy = Femme... *Basy Vavy* = Femmes combattantes...

<https://www.basyvavymg.com>